

Témoignage d'un conseiller technique au cœur de l'action

Cher ami,

Je t'écris aujourd'hui, non pas pour te livrer une analyse politique complexe, mais pour partager avec toi un fragment de mon vécu, une tranche de vie au service de notre pays. Je sais que tu es journaliste, et que les faits sont ton pain quotidien. Mais parfois, derrière les grands titres et les manœuvres politiques, il y a des histoires humaines, des engagements sincères qui méritent d'être racontés. C'est l'une de ces histoires que je veux te confier.

Un appel à servir la nation

Il y a quelques mois, j'ai fait le choix, comme d'autres, de répondre à un appel. L'appel d'un homme, le Premier Ministre, qui nous a demandé de mettre nos compétences et notre énergie au service de Madagascar. Nous étions une équipe de « bonnes volontés », des professionnels reconnus dans nos domaines respectifs, qui avons laissé derrière nous nos occupations, notre gagne-pain, pour nous consacrer à une cause que nous pensions juste et noble : la refondation de notre nation.

Le Premier Ministre nous a réunis et nous a dit : « Travaillez d'abord. C'est une opportunité de prendre part au redressement du pays, ne perdons pas de temps. » Et nous avons travaillé. Sans relâche. Je peux te l'assurer, ces quatre mois ont été d'une intensité rare. Les nuits étaient courtes, les week-ends inexistantes. Nous étions animés par une volonté farouche de faire bouger les lignes, de traduire en actions concrètes les espoirs placés en nous.

Les premiers jalons : une mobilisation immédiate

Dès les premières semaines, le ton était donné. En un temps record, une petite équipe d'experts a finalisé la loi de finances initiale pour 2026, respectant les délais impartis. C'était un premier signal : on ne venait pas pour faire du bruit, mais pour agir.

Puis, il a fallu traduire les grandes directives du Président en une Politique Générale de l'État pour la Refondation (PGE-R) et un Programme de Mise en Œuvre (PMO). Je me souviens de ces journées et de ces nuits passées à plancher sur ce document, qui devait être présenté à l'Assemblée Nationale seulement deux semaines après la nomination du PM. Une équipe multidisciplinaire s'est mobilisée pour transformer ces directives en programmes concrets.

Un programme ambitieux et structuré

Le Programme de Mise en Œuvre que nous avons élaboré reposait sur trois axes prioritaires, chacun répondant à des urgences nationales bien identifiées.

Le premier axe visait à répondre aux urgences sociales, économiques et sécuritaires. Il s'agissait de soulager immédiatement la vie quotidienne des Malgaches. Cela signifiait concrètement : réduire significativement les délestages et les coupures d'eau, rétablir les services essentiels comme l'électricité, l'eau, la santé et l'éducation sur tout le territoire, apporter une assistance humanitaire d'urgence aux populations du Grand Sud et du Grand Sud-Est confrontées à l'insécurité alimentaire et aux effets du changement climatique, renforcer les mécanismes de protection sociale, et consolider la sécurité publique pour protéger les personnes et les biens.

Sur le plan économique, nous travaillions à stabiliser les prix des produits de première nécessité, à libéraliser l'économie pour mettre fin aux systèmes opaques qui avaient favorisé les monopoles et les passe-droits, à stimuler la création d'emplois décents notamment pour les jeunes et les femmes, et à relancer les secteurs porteurs comme le tourisme, l'agriculture, l'artisanat et les filières exportatrices.

Sur le plan de la gouvernance, nous nous engageons dans une lutte systématique contre la corruption, la rationalisation des finances publiques, la réduction des gaspillages et des privilèges, et l'accélération de la digitalisation des services publics.

Le deuxième axe portait sur les réformes structurelles pour une refondation durable. Il ne s'agissait pas de simples ajustements, mais d'une transformation en profondeur du cadre politique, institutionnel, juridique et économique de Madagascar. Cela impliquait une réforme constitutionnelle et législative pour garantir la séparation des pouvoirs, le renforcement de l'indépendance des institutions républicaines, la consécration de la primauté de l'état de droit et la protection des droits et libertés fondamentales.

Nous travaillions également à la mise en place d'un dispositif indépendant et crédible de lutte contre la corruption, avec des mécanismes de déclaration obligatoire de patrimoine et des procédures de vérification systématique des infractions économiques et financières. L'objectif était de restaurer la confiance des citoyens dans l'État en prouvant que l'exemplarité et la probité étaient les premières exigences du service public.

La décentralisation était un pilier majeur : renforcer les compétences et les moyens financiers des collectivités territoriales, professionnaliser l'administration locale, institutionnaliser la participation citoyenne dans la planification et la budgétisation locales. Nous visions à faire de chaque collectivité un acteur du développement et de la refondation.

Nous engageons également une transformation numérique de l'État, une modernisation de l'environnement des affaires, et une promotion de l'économie verte et bleue. Cela signifiait concrètement : simplifier les procédures administratives, promouvoir la finance inclusive, soutenir une agriculture durable et résiliente, développer les énergies renouvelables pour réduire la dépendance énergétique, et intégrer les considérations environnementales dans toutes les politiques publiques.

Le troisième axe était institutionnel : organiser des élections crédibles, transparentes et inclusives. Il s'agissait de mener une Concertation Nationale inclusive sous l'impulsion du FFKM, de réviser en profondeur les textes législatifs et réglementaires électoraux pour les

conformer aux standards démocratiques internationaux, et de créer un environnement politique pluraliste propice à l'émergence d'une nouvelle classe politique au service de l'intérêt national.

Un travail de coordination sans précédent

Mais notre travail ne s'est pas arrêté à la production de documents stratégiques. Le plus dur restait à faire : la mise en œuvre. Le cabinet de la Primature, en appui avec le Secrétariat Général du Gouvernement, a coordonné les 29 ministères, harmonisé leurs plans de travail, et assuré un suivi-évaluation constant.

C'était un travail de l'ombre, un travail de « fourmi », comme aimait à le dire le PM. Un travail ingrat, souvent invisible, mais essentiel. Nous assistions à des réunions stratégiques avec les bailleurs de fonds, nous préparions les conseils de gouvernement et les conseils de ministres hebdomadaires, nous mettions en place des tableaux de bord et des indicateurs clés de performance pour suivre la mise en œuvre de chaque initiative.

Après deux mois (novembre-décembre), nous avons procédé à un suivi-évaluation rigoureux, qui a donné lieu à un recadrage pour les deux mois qui ont suivi. La Cour des Comptes a également effectué un audit des ministères, dont la restitution était prévue pour le mois de mars. C'était une approche méthodique, orientée vers les résultats, fondée sur la transparence et la redevabilité.

Les valeurs qui nous guidaient

Tout cela reposait sur des valeurs fondamentales que le Premier Ministre nous rappelait sans cesse : le “Fifanajana” (respect mutuel), le “Fihavanana” (solidarité fraternelle), et le “Fiaraha-mientana” (participation collective). Ces trois piliers malagasy n'étaient pas de simples slogans ; ils guidaient chacune de nos actions.

Le PM incarnait une culture d'éthique du travail bien fait, fondée sur la rigueur, la compétence et la productivité. Il valorisait les métiers, l'artisanat, l'agriculture et l'innovation. Il encourageait la jeunesse à devenir actrice du développement par la formation, la création d'entreprises et l'entrepreneuriat social.

Surtout, il nous répétait sans cesse : « asa fa tsy kabary » (des actes, pas des paroles). C'était son crédo, et il l'appliquait à lui-même comme à nous tous. Il nous inculquait une culture de l'exigence, de la recherche de solutions, et une tolérance zéro pour la corruption. Je peux te l'affirmer, cet homme n'a jamais touché un ariary qui ne lui était pas dû. Pas un dollar, pas un euro, pas un franc suisse. C'était un homme d'une intégrité exceptionnelle.

Les crises qui nous ont testés

Et puis, les cyclones sont arrivés. Fytia, Gezani. La détresse de nos compatriotes est devenue notre priorité absolue. Le Premier Ministre, en tant que Président du Conseil National de Gestion des Risques et des Catastrophes, était en première ligne. Il a mis en place un centre opérationnel à Toamasina, mobilisant des centaines de personnes, coordonnant l'action avec le BNGRC et les représentants des Forces de Défense et de Sécurité. Ce centre a travaillé 15 jours sans relâche.

Je l'ai vu à l'œuvre, sur le terrain, animé d'une énergie et d'une détermination sans faille. C'était un homme intelligent et sage dans ses décisions, qui savait analyser les situations complexes et trouver les bonnes solutions. Il était juste et équitable, refusant les raccourcis et les arrangements faciles, exigeant que chacun soit traité selon ses mérites et ses responsabilités. Et oui, il était "hentitra" (stricte) et il haussait parfois le ton parce qu'il ne supportait pas l'injustice, la médiocrité ou l'indifférence face aux souffrances du peuple. Cette passion, cette colère juste, c'était ce qui le poussait à agir, à exiger mieux, à ne jamais accepter le statu quo.

Pendant que d'autres auraient pu se contenter de déclarations, lui était là, organisant, coordonnant, cherchant des solutions. C'est cela que les gens ne voient pas : le travail de fourni, la mobilisation constante, la nuit sans sommeil.

Et au-delà des crises immédiates, le PM pensait aussi à l'avenir et aux menaces qui se profilaient à l'horizon. Il a organisé des réunions stratégiques pour préparer Madagascar aux impacts potentiels de la situation géopolitique internationale, notamment les répercussions possibles de la guerre en Iran sur nos approvisionnements énergétiques, nos chaînes d'approvisionnement et le coût de la vie de nos citoyens. C'était une vision prospective, une capacité à anticiper les crises avant qu'elles ne frappent. Pendant que beaucoup se contentaient de gérer le présent, lui pensait déjà à protéger l'avenir de Madagascar.

L'équipe qui a tout donné

Je veux te parler de cette équipe. Tout le monde a donné de sa volonté, son temps et son engagement, à commencer par le PM lui-même, son Directeur de Cabinet Fenosoa Ratsimanetrimanana, son Conseiller Spécial Eric Beantanana, et son Secrétaire Général du Gouvernement Razafimanantsoa Heritiana Joël. Ainsi que toute l'équipe de la primature et les membres du cabinet.

Une majorité de conseillers permanents ou non permanents partageaient ces valeurs. C'était une petite équipe très engagée, travaillant la nuit quand il le fallait, toujours les week-ends. Mais la plupart travaillait sous l'impulsion du PM qui réitérait que la fourni travaille sans que les gens le voient.

Les équipes des ministères aussi ont beaucoup travaillé. Je pense notamment au Ministère de l'Économie et des Finances, au Ministère de la Pêche et de l'Économie Bleue, au Ministère de l'Industrialisation et du Développement du Secteur Privé, au Ministère d'État auprès de la Présidence chargé de la Refondation, au Ministère des Affaires Étrangères, au Ministère de la

Population et de la Solidarité. Quand on les regardait tous travailler, eux et leurs équipes donner de leur tout, c'était impressionnant. C'était dommage quand tout a été coupé net.

Ce qui s'est passé : une maladresse de communication

Alors, que s'est-il passé ? Pourquoi ce travail acharné n'a-t-il pas été perçu à sa juste valeur ? Je crois, avec le recul, que nous avons péché par notre communication. Nous étions tellement absorbés par l'action, par l'urgence de la situation, que nous avons oublié de faire savoir ce que nous faisions.

Le PM croyait que le travail bien fait parlerait de lui-même. C'était une erreur. Une maladresse, peut-être, mais une erreur qui a été exploitée par ceux qui avaient intérêt à déstabiliser le pays. Pendant que nous travaillions en silence, d'autres racontaient une histoire différente. Et c'est cette histoire-là que les gens ont entendue.

La communication était une faiblesse, une maladresse qui a joué contre nous. Si nous avions mieux communiqué auprès de la Primature, si nous avions mieux expliqué ce que nous faisions, les enjeux, les progrès, peut-être que les choses auraient été différentes. Mais ce n'est pas la seule raison de ce qui s'est passé. Il y a d'autres facteurs que je ne comprends qu'imparfaitement. Ce que je sais, c'est que nous avons travaillé, que nous avons donné le meilleur de nous-mêmes, et que cela n'a pas suffi.

Un engagement sincère

Je ne cherche pas à refaire l'histoire, ni à distribuer les bons et les mauvais points. Je voulais simplement te livrer ce témoignage, pour que tu saches, pour que tu comprennes, que nous avons travaillé. Que le Premier Ministre a tout donné pour son pays, avec une équipe de gens engagés et patriotes. Que pendant quatre mois, nous avons mobilisé nos énergies pour traduire en actions concrètes une vision de refondation.

Le voir partir, et avec lui l'espoir d'un changement, a été une profonde déception. Pas seulement pour nous, mais pour tous ceux qui croyaient en cette possibilité.

Un espoir malgré tout

Je garde malgré tout l'espoir en la résilience de notre pays. Je sais qu'une seule personne ne peut pas changer le monde, mais cet homme incarnait une possibilité, un engagement qui nous manque cruellement aujourd'hui. J'espère que ce témoignage, aussi modeste soit-il, contribuera à rétablir une part de vérité.

Peut-être que toi, en tant que journaliste, tu pourras aider à raconter cette histoire. Pas pour défendre quelqu'un, mais pour dire la vérité : qu'il y a eu du travail, qu'il y a eu de l'engagement, qu'il y a eu une tentative sincère de servir le pays. Et que cette tentative a été interrompue, non pas parce qu'elle était mauvaise, mais parce que nous n'avons pas su la communiquer.

C'est un enseignement pour l'avenir. Pour ceux qui viendront après, pour ceux qui continueront le combat : le travail seul ne suffit pas. Il faut aussi savoir le raconter, le montrer, le faire connaître. C'est une leçon dure, mais c'est une leçon.

Amicalement,

Un conseiller qui a eu l'honneur de servir.